

6 décembre 2022



Au moins 350 migrants campent entre le Conseil d'État et le musée du Louvre, à Paris. Crédit : InfoMigrants

En plein Paris, des centaines de jeunes migrants campent devant le Conseil d'État, transis de froid

Depuis vendredi, au moins 350 jeunes migrants, dont la minorité n'a pas été reconnue par les autorités françaises, dorment sous des tentes installées en plein Paris devant le Conseil d'État. Le froid glacial et la pluie sont le quotidien de ces personnes originaires de Guinée, du Mali, de Côte d'Ivoire et d'Afghanistan.

Par Charlotte **Oberti**

"J'ai des couvertures ! Je donne ça à qui ?", lance un homme âgé, croulant sous le poids d'une valise surchargée. Tout près, deux femmes provoquent un attroupement lorsqu'elles ouvrent un sac contenant des paires de chaussures neuves et sèches. Lundi 5 décembre, en plein Paris, les bonnes volontés se multiplient aux abords d'un nouveau camp de migrants. La plupart des bénéficiaires, toutefois, restent inertes sous les tentes, tentant de rattraper le sommeil qu'ils peinent à trouver la nuit.

Depuis vendredi 2 décembre, une foule de tentes, coiffées de couvertures de survie et de bâches imperméables, ont été installées dans le 1er arrondissement de Paris. Au moins 350 jeunes exilés, selon le décompte d'associations présentes sur place, y languissent entre le prestigieux musée du Louvre et le Conseil d'État, sur une place. Dans ce campement sale et ouvert aux vents, les migrants dorment à même le sol humide, chaussures encore aux pieds.

La grande majorité d'entre eux sont en procédure de recours, car les autorités ont jugé qu'ils n'étaient pas mineurs, contrairement à ce qu'ils affirment. Être reconnu mineur ouvre le droit à une prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Mais dans l'attente d'une éventuelle décision de justice en leur faveur, ces jeunes se voient privés d'un hébergement. Le choix du Conseil d'État comme lieu de campement est un symbole : l'institution représente les autorités françaises à qui les associations demandent de prendre en charge ceux qu'ils considèrent comme des mineurs non accompagnés.

Leurs fragiles tentes sont à la hauteur des pots d'échappement des bus et voitures qui circulent constamment sur la rue de Rivoli, sur laquelle donne la place. À l'arrière du campement, des bouteilles en plastique servent de pissotières : les migrants font leurs besoins à l'intérieur et les vident ensuite dans le caniveau. Une large flaque d'urine stagne sur le béton à proximité de l'entrée de certaines tentes.

"La réalité du froid"

"Il fait extrêmement froid, je n'arrive pas du tout à dormir", explique Mamadian Diallo, un Guinéen qui dit avoir 16 ans. La nuit, il se faufile parfois jusqu'à une bouche d'air chaud non loin de là. Auparavant, Mamadian Diallo était à Ivry-sur-Seine, en banlieue parisienne, sous un pont. Les migrants qui campent devant le Conseil d'État, principalement originaires de Guinée, du Mali, de Côte d'Ivoire et d'Afghanistan, sont d'ailleurs des transfuges de ce lieu de vie, ou encore du camp de La Chapelle, sous un métro parisien.

Ce nouveau campement a vu le jour sous l'impulsion d'associations, dont Utopia 56, désireuses de montrer les conditions de vie de ces jeunes, arrivés pour la plupart au cours des six derniers mois en France. "L'État laisse moisir ces gens", commente Yann Manzi, fondateur d'Utopia 56, affirmant que des cas de gale ont été recensés sur ce lieu. "Ce qu'on veut, c'est que les citoyens se mobilisent car ce ne seront certainement pas nos politiques qui feront bouger les choses."



Des bouteilles en plastique servent de pissotières . Crédit : InfoMigrants

Pour Yann Manzi, l'idée est aussi d'alerter sur "la réalité du froid", alors que les températures dégringolent et que des centaines de personnes, notamment migrantes, sont chaque soir laissées à la rue.

>> **À (re)lire** : [En Seine-Saint-Denis, l'impuissance des travailleurs du 115 face à la détresse de la rue](#)

Dimanche 4 et lundi 5 décembre, 11 personnes du campement ont été envoyées à l'hôpital, à Cochin et à Necker, pour y être traitées pour des gelures aux pieds et aux mains, détaille pour sa part Cassandra Sueur, membre de l'association Les Midis du Mie. Anticipant ce genre de situation, cette dernière tend à certains migrants des chaufferettes pour éviter que leurs mains ne gèlent.



Une distribution de chaussures sur le campement devant le Conseil d'Etat, lundi 5 décembre. Crédit : InfoMigrants

"Au moins, ici, il n'y a pas de Taliban"

Amirgul, un Afghane de 17 ans, porte des chaussures mouillées, qui ne sèchent vraiment jamais. Ses pieds glacés sont au centre de ses préoccupations. En équilibre sur une jambe, il retire une chaussure et une chaussette pour découvrir une ampoule, dont il a héritée sur la route des Balkans. "Je suis arrivé en France il y a deux semaines, dit-il. J'ai voyagé pendant quatre mois en passant par la Serbie, la Hongrie, l'Autriche, la Suisse. J'ai beaucoup marché." À son arrivée, il a rejoint le camp d'Ivry-sur-Seine et désormais celui-ci. Mais pas de quoi gommer le sourire sur son visage : "Au moins, ici, il n'y a pas de Taliban."

Le jeune partage une tente avec cinq autres Afghans, dont au moins deux majeurs réfugiés statutaires, minoritaires sur ce camp. Parmi eux, Habbibuah Babaak, 25 ans, n'a connu que la rue en deux années de vie en France. Cet ancien étudiant en mathématiques en Afghanistan quitte le camp cinq fois par semaine pour se rendre à des cours de français donnés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). Le jeune homme fait l'effort de se déplacer pour apprendre le français mais se décourage quand il s'agit de partir en quête d'une douche où faire un brin de toilette. "Je ne me suis pas lavé depuis une semaine", confie-t-il. Les bains-douches municipaux les plus proches, ouverts seulement le matin, sont à 20 minutes de marche. Mais les jeunes semblent trop préoccupés pour s'intéresser à ces détails pratiques.



"Je ne comprends pas [ma situation]", dit Mamadou Aliou, un Guinéen de 16 ans, lui aussi, en référence à son recours en justice pour être reconnu mineur. Seuls ses yeux dépassent d'un bonnet vissé jusqu'aux sourcils et d'un tour de cou remonté jusque sur le nez.

Le dossier de Mamadou Aliou est pour l'instant suspendu à un rendez-vous avec un juge pour enfants, le 17 janvier prochain. Une éternité pour le jeune homme. "Et d'ici là, je fais quoi ?", demande-t-il. "D'ici là", Mamadou Aliou erre la journée dans les rues autour du camp. Pour passer le temps, il "ramasse les déchets" qui jonchent le sol, histoire de faire de la propreté. Comme pour

prendre soin de ce qui, il l'espère, sera bientôt sa terre d'accueil. "J'ai de l'espoir quand même."